

La mobilité des femmes renforce leur autonomie économique

Interviews réalisées entre 2010 et 2012 par Bénédicte Fiquet, Adéquations

mardi 1er janvier 2013

Asseta Tassebedo est Présidente du RTCF (Réseau des transformatrices des céréales du Faso). Elle décrit comment les formations genre d'APROSSA Afrique Verte et la médiation avec les familles ont renforcé l'autonomie des transformatrices. Les entraves faites à leur mobilité restent cependant un obstacle de taille à leur pleine intégration économique. Son récit d'un voyage pour se rendre à une foire dans un pays de la sous-région en est une illustration saisissante.

Mots clés : formation, médiation, solidarité, transport des marchandises, responsabilité des autorités

« J'ai été fonctionnaire pendant dix ans et j'ai finalement démissionnée en raison d'un harcèlement sexuel. Je me suis toujours refusée. Le jour où le type m'a giflé, je n'ai pas pu le supporter. J'ai démissionné pour me lancer dans la transformation. Mon mari m'a menacé : « Tu choisis la transformation ou ton foyer ». J'ai répondu : « Je choisis mon travail. Le foyer j'en ai assez ». Moi ce qui m'intéresse, c'est l'avenir de mes enfants. Mes deux aînées sont mariées, la dernière est en internat. Du coup je suis partie chez ma vieille. Au bout de 15 jours, mon mari est venu me chercher. Je l'ai prévenu : « Je ne négocie pas. Si tu veux que je rentre, c'est toi qui négocies. Moi, je peux rester chez ma vieille, c'est toi qui vas souffrir ».

Les formations genre et la médiation avec les familles nous aident beaucoup

La formation genre est une bonne chose. Au tout début, nous travaillions à l'aveuglette et sans avoir confiance en nous. Par exemple quand nous frappions à la porte d'un bureau pour montrer nos produits, si nous tombions sur un homme, nous nous excusions et faisons demi-tour. Mais suite aux formations genre nous affrontons les hommes comme nos co-épouses. Nous discutons avec eux, en les regardant droit dans les yeux. Ils disent un, nous disons deux, ils disent deux, nous disons quatre. Ils prétendent que nous sommes devenus des femmes révolutionnaires. Je dis non, nous ne sommes pas devenues des femmes révolutionnaires : nous voulons l'émancipation de la femme, l'égalité de l'homme et de la femme dans les activités.

Avant nous n'arrivions pas à convaincre nos maris de nous alléger de certaines tâches ménagères. Suite aux formations genre et à la médiation d'APROSSA Afrique verte avec nos familles, nous sommes totalement à l'aise. Mon mari a changé. Au début, il était vraiment difficile à gérer. De ses trois co-épouses, je suis la seule à avoir une activité et je suis la seule instruite. Mes co-épouses médisaient sur mon compte, je devais sans cesse me justifier auprès de mon mari pour la moindre de mes sorties. Mais le coordinateur d'APROSSA Afrique verte est vraiment un homme idéal. Il passe dans les familles pour causer avec nos maris. Ça encourage nos maris à nous laisser travailler. APROSSA Afrique verte a aussi mis un suivi très régulier pour nous aider dans la gestion de notre activité. Nos maris voient que c'est du sérieux. Il a fallu trois ans pour que le mien soit tout à fait rassuré et pour qu'il me laisse en paix. Et puis nous sommes en réseau. Chaque fois qu'il y a un problème, toutes les femmes viennent. Et s'il y a un voyage de prévu, nous amenons toutes nos maris à Afrique Verte pour qu'ils réalisent que ce n'est pas seulement leur femme qui part mais toutes les femmes. Une confiance est vraiment née.

Le transport des marchandises : un problème à régler de toute urgence

Si la question des maris commence à peu près à être réglée, les femmes ne sont pourtant pas au bout de leur peine pour mener à bien leurs activités économiques. La question du transport des marchandises notamment reste un vrai problème. Cet hiver, je suis partie vendre à la FIDAK (Foire Internationale de Dakar) au Sénégal - avec cinq autres transformatrices. A nous toutes nous transportions d'énormes quantités de beurre de karité, couscous de riz, fonio, petit mil, pain de singe, jus de fruits, gâteau de sésame etc. Il n'y avait pas de car direct, nous avons dû nous décider pour un trajet avec deux changements.

Mais arrivées à Bobo, pour le premier changement, le car suivant a refusé de prendre nos bagages tant nous étions chargées. Nous avons fini par trouver un camion qui rentrait du Bénin sur Bamako et qui cherchait de la clientèle pour ne pas rentrer à vide. Le camion est tombé six fois en panne avant de lâcher complètement. Nous avons protesté auprès du conducteur : « Nous avons payé 225 000 francs CFA (343 euros) pour le transport et toi, tu nous laisses en pleine brousse ? » Il a répondu que celui qui avait traité l'affaire pour nous, ne lui avait donné que 100 000 francs CFA. C'était notre première défaite. En pleine brousse, sans rien à boire ni à manger qu'allions nous faire ? Les hommes qui voyageaient avec nous sont partis en auto-stop, mais avec nos marchandises, nous étions coincées. Le chauffeur nous a proposé d'appeler quelqu'un pour continuer le voyage. Nous nous sommes cotisées pour réunir 135 000 francs CFA. Quand l'intéressé est arrivé et qu'il a vu que nous étions des femmes, il nous a demandé l'argent avant de revenir avec le camion. Nous avons refusé de remettre l'argent tant que nous ne serions pas dans le véhicule avec nos bagages. Le chauffeur voulait fuir mais nous l'avons retenu. La situation devenait très délicate car le bruit courait maintenant qu'il y avait des femmes seules avec de l'argent et des marchandises coincées dans la brousse. N'importe qui pouvait revenir la nuit pour nous piller. Deux d'entre nous sont parties en stop à la gendarmerie la plus proche pour signaler notre présence. Le chauffeur a vu que nous ne plaisantions pas. Du coup, il a fait appel à une autre personne qui est venue avec son camion pour nous amener à Bamako. Là-bas nous avons décidées de nous séparer, car notre chargement à nous six était trop handicapant. Chacune de son côté, nous avons dû affronter mille problèmes. Au lieu de trois jours de route, ça nous a pris une semaine. A chaque poste de douane, c'était infernal. Les douaniers fouillaient et déchiraient nos cartons, mangeaient nos produits, nous faisaient payer des frais de douanes injustifiés. Pour un sachet de céréales transformées que nous vendons 1000 francs CFA, ils nous prenaient 3000 francs CFA de frais de douanes. Quand nous disions que nous étions en règle, que nous avions les documents demandés, ils répondaient qu'ils se foutaient des documents, qu'ils ne mangent pas le papier. Ils étaient encore plus durs avec celles qui ne sont pas des intellectuelles.

Nous sommes arrivées à Dakar sans un sou et pour certaines sans marchandise car tous leurs emballages avaient été éventrés. Pour celles qui avaient emprunté pour financer leur voyage, c'était terrible.

C'est bien de participer à des foires dans la sous-région, mais si on ne trouve pas de solution pour sécuriser ces voyages, ça ne vaut pas la peine.

Il faudrait que les autorités puissent se concerter pour favoriser la circulation des marchandises. »